

F. 81 — 1797

**10 JUIN 1981. — Arrêté ministériel créant un conseil de participation dans les centres d'enseignement de l'Etat et fixant les compétences et le règlement d'ordre intérieur**

Le Ministre de l'Education nationale,

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1980 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment l'article 119, § 1er;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3;

Vu l'urgence résultant de la nécessité de pourvoir à l'organisation des Centres d'enseignement en vue de l'application des dispositions de l'arrêté royal susvisé au 1er septembre 1981.

Arrête :

**Article 1er.** Il est créé un conseil de participation dans chaque centre d'enseignement de l'Etat.

**Art. 2.** Le conseil de participation a pour mission d'associer à la recherche de solutions aux problèmes d'ensemble de la vie scolaire dans le centre d'enseignement, les délégués des différents groupes intéressés : direction et membres des personnels, parents, élèves, en favorisant l'esprit de dialogue entre eux et en veillant à la bonne transmission des informations nécessaires.

**Art. 3. § 1er.** Dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant le personnel et le fonctionnement des établissements composant le centre d'enseignement, le conseil de participation peut émettre des propositions ou formuler des avis.

Il ne peut intervenir dans les cas particuliers tant en ce qui concerne les élèves que les membres du personnel.

§ 2. Il peut émettre des propositions dans les matières suivantes :

**1. Organisation pédagogique :**

— les activités éducatives : leur répartition dans la semaine pédagogique, la fixation des jours de congé, la participation à des activités parascolaires, à des classes de plein air, à des manifestations éducatives, l'organisation du soutien aux élèves en difficulté, l'accueil des élèves au début de leurs études;

— l'orientation des élèves et la collaboration avec le centre psycho-médico-social;

— la répartition des travaux à domicile et des travaux personnels, le choix des méthodes d'évaluation;

— les combinaisons d'options ou d'orientations d'études offertes aux élèves;

— l'organisation de la vie en internat;

— la participation à certaines expériences pédagogiques;

**2. Organisations matérielle et administrative :**

— l'organisation des restaurants scolaires;

— l'embellissement des locaux scolaires;

— les régimes disciplinaires concernant les élèves;

— l'harmonisation des actions sociales en faveur des élèves;

— la diffusion de l'information vers l'extérieur et l'organisation de l'accueil au sein de l'école de groupes extérieurs.

§ 3. Il est habilité à formuler des avis dans les matières suivantes :

**1. Organisation pédagogique :**

— la création, la transformation, la suppression d'options ou d'orientations d'études;

**2. Organisation matérielle et administrative :**

— l'élaboration des projets de budgets;

— l'utilisation des recettes de toute nature;

— les bâtiments, les équipements et les transports scolaires;

N. 81 — 1797

**10 JUNI 1981. — Ministerieel besluit tot oprichting van een inspraakraad in de Rijksscholengemeenschappen en tot vaststelling van de bevoegdheid en het huishoudelijk reglement ervan**

De Minister van Nationale Opvoeding,

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1980 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikel 19, paragraaf 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid van de organisatie van de scholengemeenschappen met het oog op de toepassing van de bepalingen van het voornoemd koninklijk besluit op 1 september 1981,

Besluit :

**Artikel 1.** In iedere Rijksscholengemeenschap wordt een inspraakraad opgericht.

**Art. 2.** De inspraakraad heeft tot taak de afgevaardigden van de diverse betrokken groepen : directie en personeelsleden, ouders, leerlingen, te doen deelhebben in het streven naar oplossingen voor de gezamenlijke problemen van het schoolleven in de scholengemeenschap, door een geest van sarnenspraak aan te moedigen en te zorgen voor degelijke overbrenging van de nodige informatie.

**Art. 3. § 1.** Met inachtneming van de wets- en reglementsbe-palingen betreffende het personeel en de werking van de inrichtingen die de scholengemeenschap vormen, mag de inspraakraad voorstellen doen of adviezen uitbrengen.

Hij mag niet tussenbeide komen in bijzondere gevallen, zowel wat de leerlingen als de personeelsleden betreft.

§ 2. Hij mag voorstellen doen op de volgende gebieden :

**1. Pedagogische organisatie :**

— de opvoedende activiteiten : spreiding ervan over de pedagogische week, vaststelling van de verlofdagen, deelneming aan parascolaire activiteiten, aan openluchtklassen, aan opvoedende manifestaties, steunverlening aan leerlingen die in moeilijkheden zijn, opvang van leerlingen bij de aanvang van hun studie;

— de voorlichting van de leerlingen bij hun keuze en de samenwerking met het psycho-medisch-sociaal centrum;

— de spreiding van de huiswerken en persoonlijke werken, de keuze van de evaluatiemethodes;

— de aan de leerlingen voorgestelde combinaties van opties en studierichtingen;

— de organisatie van het internaatleven;

— de deelneming aan bepaalde pedagogische experimenten;

**2. Materiële en administratieve organisatie :**

— organisatie van de schoolrestaurants,

— verfraaiing van schoollokalen;

— tuchtstelsels voor de leerlingen;

— harmonisering van de sociale actie ten bate van de leerlingen;

— verspreiding van informatie naar buiten en organisatie van de ontvangst van groepen buitenstanders in de school;

§ 3. Hij wordt ertoe gemachtigd advies uit te brengen in de volgende aangelegenheden :

**1. Pedagogische organisatie :**

— oprichting, verandering, afschaffing van opties en studierichtingen;

**2. Materiële en administratieve organisatie :**

— uitwerking van begrotingsontwerpen;

— aanwending van allerlei ontvangsten;

— schoolgebouwen, uitrusting en leerlingenvervoer;

— la mise au point d'un projet de règlement d'ordre intérieur des établissements.

**Art. 4.** Le conseil de participation est constitué par le Ministre; il est composé d'un président, de vice-présidents, d'un secrétaire, de deux secrétaires-adjoints et de membres.

1° Le président du conseil de direction du centre d'enseignement préside de droit le conseil de participation;

2° les vice-présidents sont les autres chefs des établissements composant ce centre;

3° le secrétaire est élu par le conseil de participation parmi les membres du personnel enseignant, membres du conseil. En cas d'absence du secrétaire, un secrétaire faisant fonction est désigné par le président;

4° les deux secrétaires-adjoints sont élus par le conseil de participation parmi les élèves des années d'études les plus élevées, membres du conseil;

5° les administrateurs des internats dépendant des établissements du centre sont membres de droit du conseil;

6° un délégué par C.P.M.S. représenté dans le centre d'enseignement, est membre de droit du conseil;

7° les autres membres sont :

a) quatre délégués élus par leurs pairs parmi les membres du personnel enseignant;

b) deux délégués élus par leurs pairs parmi les membres du personnel auxiliaire d'éducation;

c) deux délégués élus par leurs pairs parmi les membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service;

d) quatre parents d'élèves délégués par les associations des parents d'élèves des établissements concernés;

e) quatre délégués élus par leurs pairs parmi les élèves des 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années d'études.

**Art. 5. § 1er.** Dans le conseil de participation constitué conformément à l'article 4 ci-dessus, les deux sexes sont représentés d'une manière équilibrée.

§ 2. Dans les établissements où il n'existe pas d'association reconnue des parents d'élèves, des parents ne pourront être délégués au conseil de participation que s'ils ont été élus par plus de 50 p.c. des parents d'élèves de ces établissements, sauf dérogation par décision ministérielle.

**Art. 6. § 1er.** Le conseil de participation établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation ministérielle, à l'intervention du président du conseil de direction du centre d'enseignement.

§ 2. Les propositions et avis sont consignés dans des procès-verbaux qui sont tenus à la disposition de l'inspection et de l'administration de l'enseignement secondaire, au siège de l'établissement dont le président du conseil est le chef.

§ 3. Les propositions et avis émis par le conseil de participation sont examinés par le conseil de direction qui décide de leur mise en application.

**Art. 7. § 1er.** Le conseil de participation se réunit au moins deux fois l'an, d'octobre à mai, en dehors de l'horaire des élèves, sur convocation du président.

Par décision du président ou sur requête écrite d'un tiers au moins de ses membres, invoquant l'urgence d'un problème précis, le conseil est convoqué par le président dans un délai de dix jours.

§ 2. Le conseil de participation ne peut délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour par le président soit de sa propre initiative, soit sur instruction du Ministre, soit sur requête d'un tiers des membres au moins.

**Art. 8.** Le conseil de participation peut créer en son sein des groupes de travail qu'il charge de l'examen de problèmes particuliers avec mission de lui faire rapport dans un délai fixé; il en désigne le président.

— het opmaken van een ontwerp van huishoudelijk reglement voor de inrichtingen.

**Art. 4.** De inspraakraad wordt door de Minister samengesteld; hij bestaat uit een voorzitter, ondervoorzitters, een secretaris, twee adjunct-secretarissen en leden.

1° De voorzitter van de bestuursraad van de scholengemeenschap zit van rechtswege de inspraakraad voor;

2° de ondervoorzitters zijn de andere inrichtingshoofden die van de scholengemeenschap deel uitmaken;

3° de secretaris wordt door de inspraakraad verkozen onder de leden van het onderwijzend personeel die lid van de raad zijn.

Bij afwezigheid van de secretaris wordt door de voorzitter een waarnemend secretaris aangesteld;

4° beide adjunct-secretarissen worden verkozen door de inspraakraad onder de leerlingen van de hoogste leerjaren, die lid van de raad zijn;

5° de beheerders van de internaten bij de inrichtingen van de scholengemeenschap zijn van rechtswege lid van de raad;

6° één afgevaardigde per P.M.S.-Centrum dat in de scholengemeenschap is vertegenwoordigd, is van rechtswege lid van de raad;

7° de andere leden zijn :

a) vier afgevaardigden die door hun gelijken gekozen zijn onder de leden van het onderwijzend personeel;

b) twee afgevaardigden, door hun gelijken gekozen onder de leden van het opvoedend hulppersoneel;

c) twee afgevaardigden, door hun gelijken gekozen onder de leden van het administratief personeel, het meesters-, vak en dienstpersoneel;

d) vier ouders van leerlingen, door de verenigingen van ouders van leerlingen uit de betrokken inrichtingen afgevaardigd;

e) vier afgevaardigden, door hun gelijken gekozen onder de leerlingen van de 3<sup>de</sup>, 4<sup>de</sup>, 5<sup>de</sup> en 6<sup>de</sup> leerjaren.

**Art. 5. § 1.** In de overeenkomstig artikel 4 hierboven samengestelde inspraakraad moeten beide geslachten evenwichtig vertegenwoordigd zijn.

§ 2. In de inrichtingen waar geen erkende ouderverenigingen bestaan, kunnen ouders alleen in de inspraakraad worden afgevaardigd indien ze door meer dan 50 pct. van de ouders van leerlingen uit die inrichtingen verkozen werden, behoudens afwijking bij ministeriële beslissing.

**Art. 6. § 1.** De inspraakraad maakt zijn huishoudelijk reglement op, en legt het, via de voorzitter van de bestuursraad van de scholengemeenschap, aan de Minister ter goedkeuring voor.

§ 2. De voorstellen en adviezen worden opgetekend in notulen die ter beschikking staan van de inspectiedienst en van het bestuur van het secundair onderwijs ten zetel van de inrichting waarvan het hoofd de raad voorziet.

§ 3. De voorstellen en adviezen die door de inspraakraad zijn uitgebracht, worden door de bestuursraad onderzocht; deze beslist over de toepassing ervan.

**Art. 7. § 1.** De inspraakraad vergadert ten minste tweemaal 's jaars, van oktober tot mei, buiten de lesuren van de leerlingen; hij wordt bijeengeroepen door de voorzitter.

Bij beslissing van de voorzitter of op schriftelijke aanvraag van ten minste één derde van zijn leden, waarbij de dringende noodzaakelijkheid wordt ingeroepen om een bepaald probleem te behandelen, wordt de raad binnen een termijn van 10 dagen bijeengeroepen.

§ 2. De inspraakraad kan slechts beraadslagen over de punten die de voorzitter op eigen initiatief, op bevel van de Minister of op aanvraag van ten minste één derde van de leden op de agenda heeft geplaatst.

**Art. 8.** De inspraakraad kan werkgroepen oprichten bestaande uit leden van de raad die hij belast met het onderzoek van bijzondere vraagstukken en gelast binnen een bepaalde termijn verslag uit te brengen; hij wijst de voorzitter ervan aan.

**Art. 9. § 1er.** Les membres du conseil visés à l'article 4, 7°, a), b) et c) doivent être nommés à titre définitif ou stagiaires.

§ 2. Les membres du conseil visés à l'article 4, 7°, a), b), c) et d) sont désignés pour trois années scolaires; ceux visés à l'article 4, 7° e) pour une année scolaire.

§ 3. Un membre est démissionnaire à sa demande, il l'est d'office s'il perd la qualité à raison de laquelle il a été nommé.

Un membre du personnel de l'enseignement de l'Etat est démissionnaire d'office s'il fait l'objet d'une sanction disciplinaire.

Le Ministre peut prononcer la démission de tout membre qui a fait l'objet d'une sanction pénale.

**Art. 10.** Quand ils participent aux réunions du conseil de participation, les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat sont en activité de service. Les élèves sont considérés comme participant officiellement à une activité scolaire.

**Art. 11.** Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 juin 1981.

Ph. BUSQUIN

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

F. 81 — 1798

**21 AOUT 1981.** — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 17 décembre 1976 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment les articles 9 et 10, modifiés par la loi du 31 juillet 1975;

Vu la loi du 8 juin 1964, modifiant, en ce qui concerne les conditions d'admission aux examens des grades académiques, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, notamment l'article 7;

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers;

Vu les arrêtés royaux du 31 juillet 1975 et du 30 juillet 1976 relatifs à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgente nécessité d'équilibrer le budget prévu pour l'Education nationale;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de Notre Ministre de la Communauté flamande et Adjoint à l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 12 de l'arrêté royal du 17 décembre 1976 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation, est remplacé par la disposition suivante :

Le droit d'homologation des certificats d'enseignement secondaire inférieur s'élève à 125 francs par titre déposé.

**Art. 9. § 1.** De in artikel 4, 7°, a), b) en c), bedoelde raadsleden moeten vast benoemd of stagiair zijn.

§ 2. De in artikel 4, 7°, a), b), c) en d), bedoelde raadsleden worden voor drie achtereenvolgende schooljaren aangewezen, de in artikel 4, 7°, e) bedoelde voor één schooljaar.

§ 3. Een lid neemt op eigen verzoek ontslag; hij wordt van ambtswege als ontslagnemend beschouwd als hij de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij benoemd werd.

Een personeelslid van het Rijksonderwijs is van ambtswege ontslagnemend als hij het voorwerp is van een tuchtstraf.

De Minister kan elk lid dat het voorwerp is van een strafrechtelijke maatregel ontslaan.

**Art. 10.** Als ze de vergaderingen van de inspraakraad bijwonen, zijn de personeelsleden van het Rijksonderwijs in actieve dienst. De leerlingen worden geacht aan een officiële schoolactiviteit deel te nemen.

**Art. 11.** De Secretaris-generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 juni 1981.

Ph. BUSQUIN

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

N. 81 — 1798

**21 AUGUSTUS 1981.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 december 1976 houdende regeling van de inrichting en de werking van de Commissie voor homologatie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op de artikelen 9 en 10, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975;

Gelet op de wet van 8 juni 1964, waarbij de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens worden gewijzigd wat betreft de voorwaarden voor toelating tot de examens voor het behalen van de academische graden, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

Gelet op de koninklijke besluiten van 31 juli 1975 en 30 juli 1976 betreffende de organisatie van het Secundair Onderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid het budget voor Nationale Opvoeding in evenwicht te brengen;

Op de voordracht van Onze Ministers van Nationale Opvoeding en van Onze Minister van de Vlaamse gemeenschap en Adjunct voor Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 12 van het koninklijk besluit van 17 december 1976 tot regeling van de inrichting en de werking van de Commissie voor homologatie wordt vervangen door de volgende bepaling :

Het homologatierecht van de getuigschriften van Lager Secundair Onderwijs bedraagt 125 frank per ingediende titel.